

# SARECO - AUDIT

SOCIÉTÉ DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

Membre de la Compagnie Régionale d'Angers

4, avenue du Général de Gaulle - 49400 Saumur

## **SPL SAUMUR VAL DE LOIRE TOURISME**

**Société Publique Locale  
au capital de 288 000 Euros**

Siège social : 8B, quai Carnot  
49400 SAUMUR

**RCS ANGERS : 829 887 124**

## **RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

### **SUR EXERCICE**

**CLOS LE 31 DECEMBRE 2021**

83, boulevard Saint-Michel 49100 ANGERS - Tél. 02 41 34 87 21 - Télécopie - 02 41 34 71 64 - E mail : [angers@cabinetsareco.fr](mailto:angers@cabinetsareco.fr)  
92, boulevard Gustave Richard - 49300 CHOLET - Tél. 02 41 65 47 76 - Télécopie 02 41 58 68 49 - E mail : [cholet@cabinetsareco.fr](mailto:cholet@cabinetsareco.fr)  
4, avenue du Général de Gaulle - 49400 SAUMUR - Tél. 02 41 53 69 60 - Télécopie 02 41 53 69 78 - E mail : [saumur@cabinetsareco.fr](mailto:saumur@cabinetsareco.fr)  
Rue des Sassafras - 2, allée des Vieux Tilleuls - 44300 NANTES - Tél. 02 28 23 57 72 - Télécopie 02 28 23 59 41 - E mail : [nantes@cabinetsareco.fr](mailto:nantes@cabinetsareco.fr)

Société de Commissariat aux comptes - R.C. Angers 518 500 558 - n° TVA Intracommunautaire : FR 83 518500558  
SARL au capital de 5000 € - Siège Social : 4, avenue du Général de Gaulle 49400 SAUMUR

Membre du GROUPE ESSOR

# SARECO - AUDIT

SOCIÉTÉ DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

Membre de la Compagnie Régionale d'Angers

4, avenue du Général de Gaulle - 49400 Saumur

## SPL SAUMUR VAL DE LOIRE TOURISME

Société Publique Locale au capital de 288 000 euros

Siège social : 8B, Quai Carnot - 49400 SAUMUR

829 887 124 R.C.S. ANGERS

### RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

#### SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021

Aux Actionnaires,

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2021, sur le contrôle des comptes annuels de la Société Publique Locale SAUMUR VAL DE LOIRE TOURISME tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

#### Fondement de l'opinion

##### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



## **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans la note "Conséquences de l'évènement Covid19" de l'annexe des comptes annuels concernants :

- Les règles et méthodes comptables
- La méthodologie suivie
- L'impact sur les autres produits
- L'impact sur les charges

## **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

### **1/ Disponibilités**

Les disponibilités s'élèvent à 1 005 569 € au 31 décembre 2021, et représentent 80,5 % du total de l'actif du bilan. Nos travaux ont donc porté sur la réalité des comptes bancaires et des éventuels placements financiers, ainsi que sur les éventuelles provisions pour dépréciation correspondantes.

### **2/ Subventions d'Exploitation.**

Les subventions d'exploitation s'élèvent à 1 598 981 € et représentent 66,5 % du total des produits d'exploitation. Elles sont principalement composées des subventions de la communauté d'agglomération de Saumur Val de Loire. Nous nous sommes assurés du respect des montants versés prévus par les différentes conventions.



### 3/ Salaires et cotisations sociales

Les postes salaires et cotisations sociales s'élèvent à 976 122 € et représentent 47,4% des charges d'exploitation. Nos travaux ont porté sur le contrôle de la conformité des salaires avec la convention collective ou accords d'entreprise et des taux de cotisations versés aux organismes sociaux.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

### *Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.*

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté du rapport de gestion relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

### *Rapport sur le Gouvernement d'entreprise*

Nous attestons de l'existence dans le rapport du Conseil d'Administration sur le Gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article 225-235 du code de commerce.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.



## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résultat d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité de l'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;




# SARECO - AUDIT

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Saumur, le 13 juin 2022

**SARL SARECO AUDIT**



**Représentée par M. Jacques MARTIN**  
Commissaire aux comptes

## Bilan Actif

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net 31/12/2021	Net 31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	38 046	29 310	8 736	15 801
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions	126 562	121 030	5 532	17 759
Installations techniques, matériel et outillage industriels	24 706	22 559	2 146	2 852
Autres immobilisations corporelles	209 634	199 337	10 297	7 325
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières (2)</b>				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	15		15	15
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	113		113	53
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>399 075</b>	<b>372 236</b>	<b>26 839</b>	<b>43 805</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	55 533		55 533	54 099
<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>				
<b>Créances (3)</b>				
Clients et comptes rattachés	17 542		17 542	12 293
Autres créances	112 988		112 988	253 826
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>Divers</b>				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 005 569		1 005 569	1 032 217
Charges constatées d'avance (3)	30 624		30 624	30 044
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>1 222 256</b>		<b>1 222 256</b>	<b>1 382 479</b>
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 621 332</b>	<b>372 236</b>	<b>1 249 095</b>	<b>1 426 284</b>
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

SARECO - AUDIT  
Commissaire aux comptes

## Bilan Passif

31/12/2021 31/12/2020

### CAPITAUX PROPRES

Capital	288 000	288 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	12 853	12 853
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	-105 675	-92 925
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>	<b>317 153</b>	<b>-12 750</b>
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>Total I</b>	<b>512 332</b>	<b>195 178</b>

### AUTRES FONDS PROPRES

Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>Total II</b>		

### PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Provisions pour risques		54 538
Provisions pour charges	234 517	242 821
<b>Total III</b>	<b>234 517</b>	<b>297 359</b>

### DETTES (1)

Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		400 000
Emprunts et dettes diverses (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	75 085	53 531
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	88 367	82 238
Dettes fiscales et sociales	264 561	176 575
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 249	11 114
Produits constatés d'avance (1)	72 985	210 288
<b>Total IV</b>	<b>502 247</b>	<b>933 747</b>
Ecarts de conversion passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I à V)</b>	<b>1 249 095</b>	<b>1 426 284</b>

(1) Dont à plus d'un an (a)		
(1) Dont à moins d'un an (a)	427 163	880 216
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

SARECO - AUDIT  
Commissaire aux comptes

## Compte de Résultat

	31/12/2021	31/12/2020
<b>Produits d'exploitation (1)</b>		
Ventes de marchandises	633 274	327 858
Production vendue (biens)		
Production vendue (services)	158 243	151 367
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>791 517</b>	<b>479 226</b>
Dont à l'exportation		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	1 598 981	1 572 558
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	14 212	21 203
Autres produits	144	101
<b>Total I</b>	<b>2 404 855</b>	<b>2 073 088</b>
<b>Charges d'exploitation (2)</b>		
Achats de marchandises	446 143	203 261
Variations de stock	3 151	-3 303
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes (a)	531 227	546 374
Impôts, taxes et versements assimilés	83 224	81 506
Salaires et traitements	893 851	897 729
Charges sociales	82 271	214 501
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	24 616	27 722
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		
- Pour risques et charges : dotations aux provisions		66 345
Autres charges	855	1 373
<b>Total II</b>	<b>2 065 336</b>	<b>2 035 508</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>339 518</b>	<b>37 580</b>
<b>Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun</b>		
<b>Bénéfice attribué ou perte transférée III</b>		
<b>Perte supportée ou bénéfice transféré IV</b>		
<b>Produits financiers</b>		
De participation (3)		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés (3)		
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total V</b>		
<b>Charges financières</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées (4)		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total VI</b>		
<b>RESULTAT FINANCIER (V-VI)</b>		
<b>RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)</b>	<b>339 518</b>	<b>37 580</b>

SARECO - AUDIT  
Commissaire aux comptes

## Compte de Résultat (suite)

	31/12/2021	31/12/2020
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion	23 430	5 447
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges	54 538	
<b>Total produits exceptionnels (VII)</b>	<b>77 968</b>	<b>5 447</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion	11 926	1 025
Sur opérations en capital		214
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		54 538
<b>Total charges exceptionnelles (VIII)</b>	<b>11 926</b>	<b>55 777</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)</b>	<b>66 042</b>	<b>-50 330</b>
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	88 407	
<b>Total des produits (I+III+V+VII)</b>	<b>2 482 823</b>	<b>2 078 535</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)</b>	<b>2 165 669</b>	<b>2 091 285</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>	<b>317 153</b>	<b>-12 750</b>
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier	1 668	8 490
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

**SARECO - AUDIT**  
Commissaire aux comptes

## Annexe

## Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SA SPL SAUMUR VAL DE LOIRE TOURISME

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021, dont le total est de 1 249 095 euros  
et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un bénéfice de 317 153 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2021 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

SARECO - AUDIT  
Commissaire aux comptes

## Règles et méthodes comptables

### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Concessions, logiciels et brevets : Logiciels : 3 à 5 ans
- \* Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- \* Installations techniques : 5 à 10 ans
- \* Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

### Titres de participation

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition hors frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

### Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

## Règles et méthodes comptables

### Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

**SARECO - AUDIT**  
Commissaire aux comptes

## Notes sur le bilan

### Actif immobilisé

#### Tableau des immobilisations

	au début d'exercice	Augmentation	Diminution	en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	38 046			38 046
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>38 046</b>			<b>38 046</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations Gales, agenc. et aménag. des constructions	126 562			126 562
- Installations techn., matériel et outillage industriels	24 706			24 706
- Installations Gales, agenc. et aménagements divers	26 637			26 637
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	175 406	7 590		182 996
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>353 311</b>	<b>7 590</b>		<b>360 901</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	15			15
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	53	60		113
<b>Immobilisations financières</b>	<b>68</b>	<b>60</b>		<b>128</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>391 425</b>	<b>7 650</b>		<b>399 075</b>

SARECO - AUDIT  
Commissaire aux comptes

## Notes sur le bilan

### Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	22 245	7 065		29 310
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>22 245</b>	<b>7 065</b>		<b>29 310</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	108 803	12 227		121 030
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	21 854	706		22 559
- Installations générales, agencements aménagements divers	24 648	493		25 142
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	170 071	4 125		174 195
- Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>325 375</b>	<b>17 551</b>		<b>342 926</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>347 620</b>	<b>24 616</b>		<b>372 236</b>

SARECO - AUDIT  
Commissaire aux comptes

## Notes sur le bilan

## Actif circulant

## Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 161 267 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	113		113
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	17 542	17 542	
Autres	112 988	112 988	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	30 624	30 624	
<b>Total</b>	<b>161 267</b>	<b>161 154</b>	<b>113</b>

Prêts accordés en cours d'exercice  
Prêts récupérés en cours d'exercice  
Prêts et avances consentis aux associés

## Produits à recevoir

	Montant
Org. sociaux - produits à recev	45 094
Org. sociaux - IJ à recevoir	1 773
Produits à recevoir	30 367
<b>Total</b>	<b>77 235</b>

SARECO - AUDIT  
Commissaire aux comptes

## Notes sur le bilan

### Capitaux propres

#### Composition du capital social

Capital social d'un montant de 288 000 euros décomposé en 288 titres d'une valeur nominale de 1 000,00 euros.

### Provisions

#### Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	54 538		54 538		
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	242 821		8 304		234 517
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques					
et charges					
<b>Total</b>	<b>297 359</b>		<b>62 842</b>		<b>234 517</b>
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation			8 304		
Financières					
Exceptionnelles			54 538		

Provision correspondant aux engagements de retraite : 234 517 euros

**SARECO - AUDIT**  
Commissaire aux comptes

## Notes sur le bilan

### Dettes

#### Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 427 163 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	88 367	88 367		
Dettes fiscales et sociales	264 561	264 561		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	1 249	1 249		
Produits constatés d'avance	72 985	72 985		
<b>Total</b>	<b>427 163</b>	<b>427 163</b>		

(\*) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(\*) Emprunts remboursés sur l'exercice

(\*\*) Dont envers les associés

#### Charges à payer

	Montant
Fourn. factures non parvenues	43 974
Dettes provis. pr congés à payer	82 730
Dettes prov. charges à payer - CET	3 510
Charges sociales s/congés à payer	33 167
Etat - autres charges à payer	27 263
Agefos	4 407
Taxe sur les véhicules de société	285
Divers - charges à payer	1 249
<b>Total</b>	<b>196 584</b>

SARECO - AUDIT  
Commissaire aux comptes

## Notes sur le bilan

### Comptes de régularisation

#### Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	30 624		
<b>Total</b>	<b>30 624</b>		

#### Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	72 985		
<b>Total</b>	<b>72 985</b>		

SARECO - AUDIT  
Commissaire aux comptes

## Notes sur le compte de résultat

### Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis			
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Etudes			
Prestations de services	88 788		88 788
Ventes de marchandises	633 274		633 274
Produits des activités annexes	69 455		69 455
<b>TOTAL</b>	<b>791 517</b>		<b>791 517</b>

### Charges et produits d'exploitation et financiers

#### Rémunération des commissaires aux comptes

##### Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraires de certification des comptes : 7 500 euros

Honoraires des autres services : 0 euros

**SARECO - AUDIT**  
Commissaire aux comptes

## Autres informations

### Engagements financiers

#### Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	234 517
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
<b>Total</b>	<b>234 517</b>

Dont concernant :

Les dirigeants

Les filiales

Les participations

Les autres entreprises liées

Engagements assortis de suretés réelles

SARECO - AUDIT  
Commissaire aux comptes

## Autres informations

### Engagements retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier. Les engagements correspondants ont été constatés sous la forme de provision et leur montant est indiqué en annexe. L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 0,98 %
- Taux de croissance des salaires : 1,5 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Table de taux de mortalité : INSEE 2021

Il est à noter que la règle de calcul de l'indemnité de fin de carrière a été modifiée lors du bilan du 31/12/2019. Il est désormais convenu que seuls les salariés de plus de 35 ans présents à la date d'arrêté des comptes, sont pris en compte dans le calcul de la provision de départ en retraite.

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 234 517 euros

Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 234 517 euros

SARECO - AUDIT  
Commissaire aux comptes

## Conséquences de l'événement Covid19

### Règles et méthodes comptables

---

L'événement Covid-19 est susceptible d'avoir des impacts significatifs sur le patrimoine, la situation financière et les résultats des entreprises. Une information comptable pertinente sur ces impacts constitue un élément clé des comptes de la période concernée.

Pour cela, l'entreprise a retenu une approche ciblée pour exprimer les principaux impacts pertinents sur la performance de l'exercice et sur sa situation financière. Cette approche est recommandée par l'Autorité des Normes Comptables dans la note du 18 mai 2020 pour fournir les informations concernant les effets de l'événement Covid-19 sur ses comptes.

### Méthodologie suivie

Les informations fournies portent sur les principaux impacts, jugés pertinents, de l'événement qui sont enregistrés dans ses comptes. Il a été fait une distinction entre les effets ponctuels et les effets structurels. Ces effets sont détaillés en tenant compte des interactions et incidences de l'événement sur les agrégats usuels en appréciant les impacts bruts et nets. Les mesures de soutien dont elle a pu bénéficier sont également évaluées.

Cette approche est particulièrement adaptée :

- Lorsque le niveau d'incertitude, notamment du fait d'un manque de recul par rapport à l'événement, reste élevé et rend une démarche d'ensemble délicate
- Lorsqu'il est difficile de mesurer les impacts de l'événement par rapport à une référence aisément utilisable sur les différents postes de produits et de charges
- Lorsque les interactions entre incidences sur les produits et incidences sur les charges sont complexes, notamment en termes d'hypothèses et de jugement, et donc difficiles à mettre en cohérence
- Lorsque l'entreprise souhaite privilégier une communication elle aussi ciblée

L'événement Covid-19 étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

**SARECO - AUDIT**  
Commissaire aux comptes

## Conséquences de l'événement Covid19

### Impacts de l'événement Covid-19

#### Impact sur les autres produits

Informations chiffrées sur les points d'attention retenus

	Impact brut	Mesure de soutien	Impact net
Fonds de solidarité		21 148	-21 148
<b>Total</b>		<b>21 148</b>	<b>-21 148</b>

#### Impact sur les charges

Les aides au chômage partiel ont permis de maintenir l'emploi sur l'exercice. Elles se sont élevées à la somme de 17 023 euros sur la période. En complément, les aides aux paiements des charges sociales et remises des charges sociales ont permis d'alléger les charges de l'entreprise pour 217 725 euros.

**SARECO - AUDIT**  
Commissaire aux comptes

# SARECO - AUDIT

SOCIÉTÉ DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

Membre de la Compagnie Régionale d'Angers  
4, avenue du Général de Gaulle - 49400 Saumur

## SPL SAUMUR VAL DE LOIRE TOURISME

Société Publique Locale au capital de 288 000 euros

Siège social : 8B, Quai Carnot - 49400 SAUMUR  
829 887 124 R.C.S. ANGERS

### RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.



## A. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE NON AUTORISEES PREALABLEMENT

En application des articles 225-86, nous vous signalons que les conventions suivantes n'ont pas fait l'objet d'une autorisation préalable de votre conseil d'administration comme indiqué dans vos statuts.

### ➤ A.1 / CONVENTIONS AVEC LA COMMUNE DE DOUE EN ANJOU

**Dirigeants concernés** : Monsieur Patrick MERLI et Madame Françoise GUICHOUX.

- **Objet** : Versement d'une subvention pour l'organisation de l'événement AVV

Versement d'une subvention forfaitaire de 8 333 € hors taxes pour l'exercice clos le 31/12/2021.

### ➤ A.2 / CONVENTIONS AVEC LE DEPARTEMENT DE MAINE ET LOIRE

**Dirigeant concerné** : Monsieur Laurent HAMON.

- **Objet** : Versement d'une subvention pour l'organisation de l'événement AVV

Versement d'une subvention forfaitaire de 14 166,67€ hors taxes pour l'exercice clos le 31/12/2021.

## B. CONVENTIONS DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE.

En application de l'article 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

### ➤ B.1 / CONVENTIONS AVEC LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SAUMUR VAL DE LOIRE

\* **Dirigeants concernés** : Monsieur Jean-François MIGLIERINA, Monsieur Michel PATTEE, Monsieur Marc BONNIN, Madame Marie-Luce DURAND, Madame Isabelle ISABELLON, Monsieur Sylvain LEFEBVRE, Madame Sandrine LION, Monsieur Eric TOURON, Madame Sylvie TAUGOURDEAU, Madame Stéphanie ELIE et Madame Sylvie PRISSET.

#### B.1.1/ Convention de délégation de service public Office Communautaire

Autorisation du Conseil du 22 juin 2017.

- **Objet** : Compensation pour obligation de service public



Au titre de la convention de délégation de service public en date du 26 décembre 2019, il est prévu le versement d'une compensation pour obligation de service public pour la mise en œuvre des missions de l'office de tourisme communautaire à hauteur de 1 400 000 € pour l'exercice clos le 31/12/2021.

## **B.1.2/ Convention de délégation de service public Anjou Vélo Vintage**

- **Objet** : Organisation de l'événement Anjou Vélo Vintage

Au titre de la convention de délégation de service public en date du 18 décembre 2017, d'un premier avenant en date du 15 janvier 2020, d'un deuxième avenant en date du 8 juillet 2020 et d'un troisième avenant en date du 18 août 2021, il est prévu le versement d'une subvention forfaitaire d'exploitation pour l'organisation de l'événement Anjou Vélo Vintage. Le montant de cette subvention s'élève à 87 500 € hors taxes pour l'exercice clos le 31/12/2021.

## ➤ **B.2 / CONVENTIONS AVEC LA VILLE DE SAUMUR**

\* **Dirigeants concernés** : Monsieur Jackie GOULET, Madame Hélène RIO et Madame Florence METIVIER

## **A.2.1/ Convention de délégation de service public Anjou Vélo Vintage**

- **Objet** : Organisation de l'événement Anjou Vélo Vintage

Au titre de la convention de délégation de service public en date du 18 décembre 2017, d'un premier avenant en date du 15 janvier 2020, d'un deuxième avenant en date du 8 juillet 2020 et d'un troisième avenant en date du 18 août 2021, il est prévu le versement d'une subvention forfaitaire d'exploitation pour l'organisation de l'événement Anjou Vélo Vintage. Le montant de cette subvention s'élève à 54 166,66 € hors taxes pour l'exercice clos le 31/12/2021.

## ➤ **C/ OPERATIONS COURANTES**

Des opérations courantes ont été considérées comme conclues à des conditions normales au sens de l'article L 225-39 du code de commerce et sont intervenues entre la société SPL Saumur Val de Loire Tourisme et des entités actionnaires de cette dernière.

Elles sont notamment constituées par :

- Achats et ventes de billetterie, ainsi que des prestations de services, conclues aux conditions du marché.

Saumur, le 13 juin 2022

**SARECO-AUDIT**



**représentée par Jacques MARTIN**  
Commissaire aux comptes